

La Justice Pénale Internationale

La JPI condamne pénalement les violations à la fois de la Convention de Genève du 12 août 1949 et du droit international humanitaire.

1-LA JUSTICE PENALE INTERNATIONALE UNE IDEE DU XXeme

1.1 Les débuts de la justice pénale internationale

1919-Une clause du traité de Versailles prévoyait la mise en accusation de Guillaume II pour « offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités ».

1920- traité de Sèvres prévoyait l'extradition par la Turquie des responsables du **génocide arménien**.

1945-Procès de Nuremberg et de Tokyo = 1^{ère} expc de JPI mais essentiellement Justice des vainqueurs contre les vaincus, puisque tribunal militaire.

Citation de Benjamin Ferencs, ancien procureur du Tribunal de Nuremberg

« il ne peut y avoir de paix sans justice, ni de justice sans loi, ni de loi digne de ce nom sans un tribunal chargé de décider ce qui est juste et légal dans des circonstances données.

1947 première commission chargée par l'ONU de préparer un projet de cour pénale internationale.

Mise en parallèle des génocides et des crimes à des échelle plus grandes et des évolutions de la JPI.

1.2 Les textes de droit international

Génocide, définit dès 1948.

Droit humanitaire international : quatre conventions de Genève, protection des non-combattants. 1949

Apartheid, définit en 1973

Protocoles additionnels aux 4 conventions de Genève, protection des victimes des conflits internationaux et nationaux. 1977

Convention des Nations Unies contre la torture. 1984

Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'Humanité. 1996

Convention portant statut de la création d'une CPI juillet 1998. (développer le nombre de pays signataires, non signataires, abstentionnistes et les pays ayant ou non ratifiés depuis)
CARTE

Entrée en vigueur de la CPI comme le prévoyait les statuts après que le texte ait été ratifié par 60 états signataires. Avril 2002

1.3 L'influence du cas Pinochet dans l'évolution de la JPI à la fin du XXème

Mandat espagnol, juges anglais, pb de partialité d'un juge membre d'amnisty, justice nationale et déclaration des juges chiliens.

1.4 Les tribunaux pénaux internationaux

1993 Création du TPI Y par le Conseil de Sécurité de l'ONU, statuts faisant partie d'une résolution du Conseil.

1994 Création du TPI R par le Conseil de Sécurité de l'ONU.

Caractéristique importante : tribunaux « ad hoc », créés spécialement pour juger les crimes commis dans ces deux pays et sur une période donnée uniquement. Organes amenés à disparaître une fois toutes les affaires instruites et jugées.

2- EFFICACITE ???

2-1 Les TPI Y et R = organes du Conseil de Sécurité

Impartialité ??? Indépendance ???

Les forts contre les faibles ??

Deux institutions créées autoritairement par le Conseil et imposées « ipso jure » aux nations membres de l'ONU

Ex : le cas TADIC devant la première chambre du TPI Y, la défense a contesté la légalité (ainsi que son impartialité et son indépendance) même du tribunal car organe du Conseil.

2-2 Les TPI Y et R ne disposent pas de force de l'ordre

Que ce soit lorsqu'ils délivrent des mandats d'aménés ou des sentences, ils dépendent du bon vouloir des états concernés.

L'arrestation des supposés criminels dépend des forces de l'ordre des pays concernés.

L'application de la peine annoncée dépend du pays volontaire pour la faire appliquer, le Droit des détenus de ce pays s'applique.

Quand il y a refus de la part d'un Etat de soumettre une personne à la justice d'un des TPI, le seul recours du tribunal est le signalement au Conseil de Sécurité.

2-3 La CPI, quelle valeur si les USA et/ou la CHINE ne ratifient pas ?

Signée par Clinton, la convention de Rome portant les statuts de la CPI posent de sérieux pb à l'équipe menée par George W Bush.

Or si un pays tel que les USA refuse de se soumettre à la CPI, on peut attendre que nombre de pays moins importants fassent de même, ne voyant plus l'intérêt de la chose.

Discours de Clinton après la signature in extremis.

Positions presque communes France USA.

La CHINE et son milliard d'hab est au conseil de sécurité et ce dernier peut saisir la CPI, outre le procureur ou un Etat partie de la Convention. Or si la Chine, déjà opposée à la création de cette juridiction, use de son droit de veto au Conseil, celui ci ne pourra pas souvent utiliser son droit de saisine.

2-4 CPI, article 17, principe de « complémentarité », notion de « capacité » et de « volonté »

La CPI est complémentaire aux Etats, c-a-d elle ne peut juger quelqu'un qui l'est déjà par les autorités de son pays ni le rejurer.

Art 17 al.a « une affaire sera jugée irrecevable par la Cour lorsque cette affaire fait l'objet d'une enquête ou de poursuite de la part d'un Etat qui a compétence en l'espèce, à moins que cet Etat n'ait pas la volonté ou soit dans l'incapacité de mener l'enquête. »

C'est à la Cour de se prononcer sur la volonté ou l'incapacité d'un Etat à juger quelqu'un. Or pour ce faire elle devra donner un avis qualitatif sur le système pénal de cet Etat. En prenant une décision pareille, la cour peut soulever de graves problèmes internes notamment en s'interrogeant sur la capacité ou la volonté à juger des affaires internes de ce pays ou encore sur l'impartialité et l'indépendance de ces tribunaux nationaux.

2-5 CPI article 12 compétence de la Cour, Etat partie et non partie de la Convention.

Selon William Bourdon¹, la disposition centrale du statut.

Résumé par nombre d'ONG en une phrase lapidaire « il faut l'accord du bourreau pour qu'il soit jugé » ce qui entre en complète contradiction avec le critère d'universalité de la CPI.

En fait pas de réelle obligation pour les Etats non partie.

Lors des négociations, compromis coréen qui admettait un mécanisme à 4 Etats et alternatif : accord de l'un des Etats soit lieu du crime, soit nation de l'accusé, soit nation de la victime soit nation où est censée se dérouler la peine. Compromis refusé par beaucoup de pays (Chine), on en est donc arrivé à un compromis où il faut l'accord de deux Etats seulement : celui du lieu du crime et celui dont l'accusé est un ressortissant. (on passe à côté de la reconnaissance de la victime qui aurait été, tjs selon Bourdon, « une réelle avancée » en matière de DPI.)

DONC cause gros pb en ce qui concerne les conflits internes (la majorité des conflits concernés par la JPI) où ces deux Etats sont le même. Dans ce cas la seule façon de remédier à cela est d'obtenir du Conseil de Sécurité la saisie de la CPI.

2-6 CPI article 16 Justice pénale internationale et Paix.

La Cour peut être suspendue pour une durée de 12 mois renouvelable par le Conseil de Sécurité.

¹ Voir bibliographie.

L'ONU a toujours affirmé que le principe de paix prévalait sur tout autre. C'est dans cette optique que l'article 16 a été présenté et n'a posé que peu de problèmes lors des négociations de Rome. Cette disposition entrerait en vigueur lors d'une négociation de paix avec un Etat sous le coup d'une enquête de la CPI. Cette suspension serait un moyen d'éviter les pressions et de parvenir plus facilement à un accord de paix.

3- CONCLUSION SOLUTIONS

Peu de solutions déjà mises en place du simple fait que la CPI n'a pas encore commencé à fonctionner. Wen-Qi Zhu², conseiller juridique au bureau du procureur du TPI Y, propose cependant que le statut de la CPI soit suffisamment flexible pour permettre aux juges de modifier les règles de procédure pénale en fonction des problèmes rencontrés, ce qui s'est avéré très utile pour les TPI dont les statuts ne comprenaient pas de règlement de procédure. Ce dernier précise toutefois qu'il ne serait pas judicieux de faire démarrer la CPI sans règlement du tout car cela engendrerait une perte du temps consacré aux enquêtes ou aux instructions puisqu'il faudrait utiliser ce même temps pour élaborer un règlement de procédure pénale.

Conclusion personnelle.

Bibliographie

Documents d'Etude, Documents Internationaux Publics, n°3-03, La documentation française, Paris, 2001.

La Cour Pénale Internationale, Le Statut de Rome, introduit et commenté par William Bourdon, Editions du Seuil, Paris, 2000.

La Cour Pénale Internationale, colloque Droit et Démocratie, La documentation française, Paris, 1999.

Sites Web visités

Moteur de recherche Google : www.google.fr

Site de la Documentation française : www.ladocumentationfrancaise.fr

Site du Sénat : www.senat.fr

La Cour Pénale Internationale, André Dulait, www.senat.fr/rap/r98-313/r98-313.html

Site officiel de la Cour Pénale Internationale www.iccnw.org

² « Questions prospectives, leçons à tirer des tribunaux pénaux internationaux existants » in La Cour Pénale Internationale, Colloque Droit et Démocratie. Voir bibliographie.

